

698886-2026 - Mise en concurrence

France – Travaux de démolition – ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIFS A DES TRAVAUX DE CURAGE, DESAMIANPAGE ET DE DEMOLITION

OJ S 196/2026 09/10/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Travaux

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: EPAMARNE

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité du pouvoir adjudicateur: Logement et équipements collectifs

1.1. Acheteur

Nom officiel: NOISY EST

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité du pouvoir adjudicateur: Logement et équipements collectifs

1.1. Acheteur

Nom officiel: MARNE ET CHANTEREINE CHELLES AMENAGEMENT (M2CA)

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité du pouvoir adjudicateur: Logement et équipements collectifs

1.1. Acheteur

Nom officiel: EPAFRANCE

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité du pouvoir adjudicateur: Logement et équipements collectifs

1.1. Acheteur

Nom officiel: MARNE EST AMENAGEMENT (MARNE EST AMENAGEMENT)

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité du pouvoir adjudicateur: Logement et équipements collectifs

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIFS A DES TRAVAUX DE CURAGE, DESAMIANPAGE ET DE DEMOLITION

Description: ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIFS A DES TRAVAUX DE CURAGE, DESAMIANPAGE ET DE DEMOLITION

Identifiant de la procédure: 1eac1124-55bf-4ef1-9c54-4c5110333384

Identifiant interne: 2026-006 SA/VE-DT/GM

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Travaux

Nomenclature principale (cpv): 45111100 Travaux de démolition

Nomenclature complémentaire (cpv): 45262660 Travaux de désamiantage

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Seine-et-Marne (FR102)

Pays: France

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 6 500 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIFS A DES TRAVAUX DE CURAGE, DESAMIANPAGE ET DE DEMOLITION

Description: ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIFS A DES TRAVAUX DE CURAGE, DESAMIANPAGE ET DE DEMOLITION

Identifiant interne: 1

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Travaux

Nomenclature principale (cpv): 45111100 Travaux de démolition

5.1.2. Lieu d'exécution

N'importe où dans l'Espace économique européen

5.1.3. Durée estimée

Date de fin de durée: 12/05/2031

Autre durée: Inconnu

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 6 499 999,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.11. Documents de marché

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Autorisée

Adresse de soumission: https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_PC4k7eUlf1

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 27/11/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 180 Jours

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: EPAMARNE

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux ou hiérarchique contre ladite décision. Par ailleurs, les candidats ont la possibilité de saisir le Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, d'un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision et contre les autres actes détachables du marché en application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative. En cas de référé précontractuel, l'auteur du recours est tenu de notifier son recours au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être faite en même temps que le dépôt du recours et selon les mêmes modalités selon l'article R. 551-1 du Code de justice administrative. Elle est réputée accomplie à la date de sa réception par le pouvoir adjudicateur. La suspension desdites décisions peut également être demandée avant la signature du contrat, devant le même tribunal, sur le fondement de l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. Le juge des référés peut ordonner toutes mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale lorsqu'il est saisi sur le fondement de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative. Le juge des référés peut également sur le fondement de l'article L. 521-3 du Code de justice administrative ordonner toutes autres mesures utiles sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative. Avant la signature du contrat, la présente procédure de passation peut également être contestée devant le même tribunal sur le fondement de l'article L. 551-1 du Code de justice administrative. En cas de référé contractuel, la juridiction peut être saisie au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un marché ou un

système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat selon l'article R. 551-7 du Code de justice administrative. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat. Conformément à la jurisprudence du Conseil d'État du 4 avril 2014, Département Tarn et Garonne (req. N° 358994), tout tiers justifiant d'un intérêt lésé du fait de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant ce même juge un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires ; ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Enfin, un recours en indemnisation peut être introduit devant le même Tribunal dans le délai de la prescription quadriennale. Il est précisé que le tribunal administratif de Melun peut aussi exercer une mission de conciliation conformément à l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: EPAMARNE

Numéro d'enregistrement: 30821376800028

Adresse postale: 8 avenue André-Marie Ampère

Ville: Champs-sur-marne

Code postal: 77420

Subdivision pays (NUTS): Seine-et-Marne (FR102)

Pays: France

Point de contact: SERVICE ACHATS

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Téléphone: 0100000000

Adresse URL pour l'échange d'informations: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_PC4k7eUlf1

Profil de l'acheteur: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation chargée des procédures de recours

8.1. ORG-0002

Nom officiel: EPAFRANCE

Numéro d'enregistrement: 34212336100020

Ville: cHAMPS SUR MARNE

Code postal: 77420

Subdivision pays (NUTS): Seine-et-Marne (FR102)

Pays: France

Point de contact: service achats

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Téléphone: 0100000000

Adresse URL pour l'échange d'informations: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_PC4k7eUlf1

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0004

Nom officiel: MARNE EST AMENAGEMENT (MARNE EST AMENAGEMENT)

Numéro d'enregistrement: 99079910800016

Ville: CHAMPS SUR MARNE

Code postal: 77420

Subdivision pays (NUTS): Seine-et-Marne (FR102)

Pays: France

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Téléphone: 0100000000

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0005

Nom officiel: MARNE ET CHANTEREINE CHELLES AMENAGEMENT (M2CA)

Numéro d'enregistrement: 37958848600017

Ville: CHAMPS SUR MARNE

Code postal: 77420

Subdivision pays (NUTS): Seine-et-Marne (FR102)

Pays: France

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Téléphone: 0100000000

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0006

Nom officiel: NOISY EST

Numéro d'enregistrement: 83467345100011

Ville: champs-sur-marne

Code postal: 77420

Subdivision pays (NUTS): Seine-et-Marne (FR102)

Pays: France

Adresse électronique: service-achats@epa-marnelavallee.fr

Téléphone: 0100000000

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 520d5b59-9134-4e38-af9f-64e57109dea8 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 08/10/2026 09:15:25 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 698886-2026

Numéro de publication au JO S: 196/2026

Date de publication: 09/10/2026